

Les pays du Golfe et la « start-up nation » israélienne : un effacement de la Palestine par l'innovation technologique ?

Antti Tarvainen, Benoît Challand

DANS **Le colonialisme de peuplement : applications empiriques et approches critiques 2024/2**, PAGES 217 À 252

ÉDITIONS **Revue internationale de politique comparée**

ISSN 1370-0731

ISBN 9782807380998

DOI 10.3917/ripc.312.0217

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-revue-internationale-de-politique-comparee-2024-2-page-217?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LES PAYS DU GOLFE ET LA « START-UP NATION » ISRAËLIENNE : UN EFFACEMENT DE LA PALESTINE PAR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ?

Antti TARVAINEN

Chercheur affilié au *Finnish Institute in the Middle East* de Helsinki (Finlande)

Benoît CHALLAND

Professeur de sociologie, New School for Social Research (New York)

Introduction : les imaginaires capitalistes et le colonialisme de peuplement

Cet article vise à revisiter de manière critique la littérature sur le colonialisme de peuplement en s'intéressant au développement du secteur *high-tech* en Israël/Palestine et en mettant l'accent sur les circuits internationaux qui le rendent possible. Si le parallèle entre les formes de *settler colonialism* étasunien et israélien est bien étudié (Salaita, 2015 ; Veracini, 2016, 2021), cet article explore un nouvel élément de comparaison ayant trait à l'innovation technologique *high-tech*¹. L'État d'Israël, qui se présente comme une *Start-Up Nation*², entretient ainsi des rapports

1. Il est difficile de définir précisément les contours de l'innovation technologique, tant elle inclut des dimensions liées au capital financier, à la technologie digitale, et aux questions de sécurité (Haddad *et al.*, 2024). Nous parlerons surtout de la production *high-tech* qui nécessite un capital-risque important, mais pour laquelle il est impossible de prévoir la nature des usages (civils ou militaires) qui en sera faite. De même, il serait vain de tenter de dresser une frontière entre le capitalisme innovant, les nouvelles techniques de surveillance, le marché de la sécurité et les acteurs privés ou publics dans ces secteurs. Ce caractère vague représente, selon Daub (2020), un élément constitutif de cette sphère économique et productive, très souvent décrite comme « l'industrie la plus puissante et la plus profitable » du monde au 21^{ème} siècle (Neely *et al.*, 2023, p. 319).

2. L'expression vient d'un livre hagiographique pour Israël rédigé en 2011 par Dan Senor et Saul Singer : *Start-Up Nation : The Story of Israel's Economic Miracle*. Nous utiliserons ici la version sans majuscules pour minimiser l'exceptionnalisme promu par la colonisation du peuplement en général (Amoruso *et al.*, 2019, pp. 452, 461) et pour indiquer qu'il ne s'agit que d'un des nombreux exemples qui se présentent désormais sous ce vocable. C'est la nature même du capitalisme contemporain de produire ce genre de pratiques discursives qui sacralisent l'innovation.

croissants avec de nouveaux acteurs du Golfe Persique (Émirats Arabes Unis, Bahreïn, Arabie Saoudite). L'analyse du développement du secteur high-tech suggère que l'innovation technologique sert de légitimation à l'extension de la colonisation israélienne et participe au processus d'assimilation – à la fois concrète et symbolique – des espaces palestiniens dans les flux capitalistiques multidirectionnels. Ce processus est particulièrement marqué dans de nouveaux espaces urbains de la Cisjordanie dédiés à la recherche et à la coopération technologique.

Les réseaux entre le Golfe³ et la « start-up nation » proposent ainsi de nouveaux imaginaires⁴ présentant des notions de futur et de nouveaux espaces qui n'ont pas encore été analysées par les *settler colonial studies*. Ces imaginaires s'articulent aux nouvelles formes d'urbanité néolibérale qui se développent dans le Golfe (Elsheshtawy, 2018) ainsi qu'au projet néolibéral, dont l'emprise en Palestine a été très forte après le décès de Yasser Arafat en 2004.

Ce futur imaginé par la *start-up nation* élimine parfois la présence palestinienne, comme le formulait Patrick Wolfe dans son célèbre article qui a lancé les *settler colonial studies* dans l'aire anglo-saxonne (Wolfe, 2006). Mais il ne peut être réduit à cela. Le futur de l'innovation exprime ainsi un horizon capitaliste globalisé⁵ où la technologie prétend effacer les différences culturelles et conflits politiques. Comme nous allons le démontrer, analyser ces innovations technologiques uniquement sous l'angle du colonialisme de peuplement reproduirait une lecture dichotomique problématique que l'introduction de ce numéro spécial identifie très bien. Plutôt que de se focaliser uniquement sur la domination coloniale israélienne dans les Territoires Occupés Palestiniens⁶, l'article essaie de démontrer comment les circuits de l'innovation sont aussi mus par les dynamiques du capitalisme néolibéral global. Ainsi, une échelle interprétative régionale s'impose pour cerner ces enjeux qui ne sauraient

3. Bien que l'article se concentre presque uniquement sur trois états du Golfe (Émirats Arabes Unis, Bahreïn, Arabie Saoudite), nous parlons aussi du Golfe de manière générale car c'est cette toute cette région qui est touchée par la guerre du Koweït en 1990-1991. C'est aussi une région qui partage des traits communs par rapport à la richesse des hydrocarbures et à ses économies post-pétrole très dynamiques. Il serait aussi stylistiquement lourd de chaque fois nommer ces trois États et l'espace manque pour affronter les dynamiques spécifiques de cette région et du Conseil de Coopération du Golfe.

4. Sur l'imaginaire, la politique de l'image et l'imaginaire, on lira Bottici (2014). Sur les liens entre imaginaire et technologie, voir Haddad, Vorlíček et Klimburg-Witjes (2024).

5. Sur le contexte théorique de la financiarisation néolibérale mondialisée, on lira Lapavistas (2011) et Lapavistas (2013).

6. Le nom Palestine est utilisé dans cet article pour parler des Territoires Palestiniens occupés en 1967 par Israël, la région que l'Autorité Nationale Palestinienne administre en partie seulement.

se réduire à une binarité coloniale stricte. Comme le disent si justement Bandini et Lecoquierre (voir l'introduction de ce numéro spécial), il faut éviter la rigidité et la binarité des *settler colonial studies*, en réfléchissant aux processus et dimensions que la grille de lecture du colonialisme de peuplement occulte. Suivant cet appel, notre article insiste sur les articulations entre colonialisme et capitalisme, en mettant l'accent sur la dynamique régionale centrée autour de certains États du Golfe, leur fort développement urbain et leur capacité financière transnationale presque sans limite.

Les circuits de l'innovation en Palestine, permis par l'appareil sécuritaire israélien et financés par le capital golfein, sont donc plus qu'une imposition coloniale. Pour montrer ces nuances, le thème du futur, *futurity* en anglais, permet d'éclairer certaines de ces articulations. En effet, la littérature sur le colonialisme de peuplement montre comment, dans les pratiques de domination coloniale et impériale, l'élimination progressive des structures sociales préexistantes empêche toute perspective de futur pour les populations indigènes (Byrd, 2007, p. xxxv). Tuck et Yang (2012) parlent ainsi des récits des populations colonisatrices comme impulsant un seul futur, celui des colons remplaçant les populations colonisées. L'innovation technologique promue par Israël contribue ainsi pleinement à ce « *move to innocence* » discuté par Tuck et Yang (2012, pp. 10, 17, 19, 22) : la coopération par la technologie représente un horizon pacifié au sein des relations israélo-palestiniennes et constitue ainsi un moyen possible de « manœuvre de disculpation » (voir l'introduction de ce numéro spécial) pour le milieu technologique israélien, qui est historiquement très proche de l'appareil militaire impliqué dans la répression des libertés des Palestiniens (Ever, 2015 ; Hajjar, 2004). Mais ces horizons sont aussi liés ou produits par le capitalisme néolibéral, producteurs de nouveaux espaces de consommation et d'urbanisme. Il s'agit d'un futur qui n'est pas colonial en soi, mais qui offre des dividendes générés par un retour sur investissement pouvant aussi provenir de milieux capitalistes de la Palestine ou du Golfe. Ce futur technologique, sous-tendu par des logiques d'investissement régionales et même parfois globales, éclipse les politiques israéliennes de dé-développement (Roy, 2016), et d'autres structures de dépossession territoriale. Il constitue, pour les Palestiniens de Jérusalem-Est et de la nouvelle ville de Rawabi au centre de la Cisjordanie, les deux sites que cet article analyse, un espace qui combine imaginaire et matérialité de manière inédite. Cet imaginaire est aussi celui des réseaux financiers du Golfe et des Accords d'Abraham de 2020, et c'est cet aspect,

l'imaginaire de l'innovation, qui construit un futur spéculatif en étendant les espaces différemment en fonction du rôle politique joué.⁷

Pour toutes ces raisons, l'article articulera le cadre analytique des *settler colonial studies* avec une analyse des transformations capitalistes du secteur de l'innovation. L'interconnexion existant entre la Palestine, certains pays du Golfe et l'écosystème de l'innovation en Israël, est fortement ancrée dans les réseaux financiers, militaires et sécuritaires, ce qui emprisonne encore plus la Palestine dans une toile de contrôle et de complicités complexes. La méthode utilisée consistera en l'analyse de ces réseaux, tout en portant une attention particulière aux images liées à ces espaces et à l'économie du travail et du désir de consommation. L'article est composé de trois sections. Dans un premier temps, il offre une description des concepts et des méthodes utilisées. Il s'attache ensuite à dresser le contexte historique qui a vu l'imaginaire de l'innovation se mêler à de nouvelles initiatives diplomatiques, dans la mesure où l'innovation de ces deux dernières décennies contribue à effacer le processus de paix d'Oslo. La seconde section reconstruit les circonstances qui ont permis, depuis le début des années 1990, une collaboration croissante entre Israël et les régimes du Golfe. La description sociologique des types de personnes impliquées dans ces échanges témoigne de l'imbrication entre le secteur technologique civil et les secteurs d'innovation militaire ou sécuritaire. La troisième partie, à travers une présentation de deux espaces urbains dits innovants étudiés ici, Rawabi et une portion de Jérusalem-Est dénommée *Silicon Wadi*, illustre les circuits à l'œuvre, mais aussi la présence de contre-circuits animés par les Palestiniens. L'article conclut en suggérant que les imaginaires de l'innovation israélo-golfien sont globalisés et transcendent en partie le paradigme du colonialisme de peuplement.

Innovation et effacement : dynamiques, concepts et méthodes

Depuis le tournant néolibéral amorcé au début des années 2000 en Palestine et Israël⁸, la question de l'occupation des Territoires

7. Plus les acteurs ont de pouvoir (financier, militaire et/ou politique), plus ils augmentent leur accès à de nouveaux espaces d'investissement et de déploiement technologique. Au contraire, les acteurs en position de faiblesse voient leurs espaces diminuer ou être toujours plus contrôlés.

8. Le cadre institutionnel des accords d'Oslo, comme par exemple son annexe économique le Protocole de Paris, reposait déjà sur des principes économiques néolibéraux. Voir Lagerquist (2003). Après Arafat et notamment avec Salam Fayyad, il y a eu une accélération des principes néolibéraux.

Palestiniens a été grandement éclipsée par des projets de coopération politique et économique supposés aboutir à une situation politique bénéfique. Les Palestiniens verraient ainsi la création d'un État autonome, tandis qu'Israël pourrait compter sur une intégration régionale accrue que les Accords dits d'Abraham, voulus par la première Administration Trump (2016-2020), viendraient confirmer. Durant les années suivant les accords d'Oslo, la coopération régionale s'est concrétisée par la création de ministères en Palestine ou encore par la construction d'infrastructures tangibles, telles que de nouvelles routes ou des zones de libre-échange (Bouillon, 2010). Après la mort d'Arafat et la mise en place de ce qu'on a pu appeler le projet du « fayyadisme », du nom du Premier ministre Salam Fayyad, dont les principes sont décrits ci-dessous, cet imaginaire s'est enrichi de références plus immatérielles, comme des solutions technologiques faisant miroiter le « miracle d'une start-up nation » pour Israël (Senor & Singer, 2011) et la création de milliers d'emplois pour les Palestiniens, ces dernières pouvant supposément être enfin désenclavées de la matrice occupante (Haddad, 2016). Ces imaginaires regorgent d'horizons sémantiques de natures diverses : une sécurité renforcée, permise par les liens entre secteurs militaires et high-tech, la pacification ou normalisation du conflit grâce aux dividendes d'une paix néo-libérale (Dana, 2015), ou encore la promesse d'un nouveau capitalisme basé sur un apparatus techno-politique qui permettrait, selon Timothy Mitchell de « conquérir le futur »⁹.

Les circuits régionaux et globaux associant technologie et sécurité ont un impact de plus en plus évident sur la colonisation de peuplement en Palestine. En effet, l'importance croissante d'Israël dans le champ de l'innovation technologique transforme peu à peu les structures de domination à l'œuvre dans la région.

Les réseaux sécuritaires israéliens se sont construits des places privilégiées sur le marché international et les marchés régionaux de la high-tech. Ils ont ainsi su profiter des dérives autoritaires dans le monde entier pour renforcer leur contrôle sur les Territoires occupés palestiniens. Au-delà des États-Unis, les puissances économiques que sont la Chine, l'Inde et le Brésil, ont forgé des liens de plus en plus forts avec Israël à cause de ses percées en matière de haute technologie. Les acteurs

9. C'est l'expression utilisée par le politologue américain Timothy Mitchell qui ne qualifie pas qui seraient les gagnants d'une telle conquête, mais qui voit clairement que les conquêtes territoriales iront de pair avec le renforcement de structures capitalistes. Voir « Dr Timothy Mitchell discusses his latest book project - WRCHR Seminar 2022 SOAS », <https://www.youtube.com/watch?v=2Q8W9Nm61fM> (accès le 25 mai 2024).

étatiques israéliens capitalisent logiquement sur ces avancées et font du savoir-faire technologique militaire une carte de visite pour promouvoir leur modèle de croissance économique sécurisé (Abdelnour, 2023 ; Tarvainen, 2022a).

De fait, les États voisins du Golfe persique se sont intéressés à ce développement. Depuis quelques années, la collaboration entre acteurs du Golfe et Israël a été largement visibilisée, permettant au passage à Israël de continuer sa progression sur l'échiquier global¹⁰. Cependant, l'impact profond qu'a ce développement de l'innovation sur l'utilisation des terres et des ressources humaines en Palestine, en particulier en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, est quant à lui moins connu. Notre article analyse la manière dont les projets d'innovation entre Israël et le Golfe contribuent à l'effacement des Palestinien-nes, un processus typique du colonialisme de peuplement qui fonctionne à travers le déploiement de structures particulières et souvent dichotomiques (appareils juridiques discriminants, déploiement inégal des formes de coercition, réappropriation des terres, éliminations des formes symboliques d'appartenance de la population indigène, etc.). La mythologie sioniste a toujours abondé en références à une nouvelle société qui résiste dans des conditions présentées comme naturellement difficiles, alors que le futur de la Palestine et les futurs imaginaires et imaginés pour les Palestinien-nes s'estompent encore plus dans les espaces urbains de la technologie.

La partie empirique de cette recherche se concentre sur les années précédant la signature des accords dits d'Abraham en septembre 2020, accords que le président américain Donald Trump présentait fièrement comme « l'affaire du siècle » (*the deal of the century*). Cet accord, parrainé par les États-Unis, largement refusé par les Palestinien-nes et boycotté par l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP), constitue une normalisation de l'État d'Israël par ses nouveaux partenaires diplomatiques des mondes arabes. Les nouveaux circuits de l'innovation mis en place par ces accords ont une histoire régionale que nous faisons remonter aux Guerres du Golfe (voir la deuxième partie de cet article), mais que nous connectons également à l'imaginaire de la *Silicon Valley*, icône du succès du capitalisme créatif américain et global. L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis (EAU) sont les deux entités du Golfe qui occuperont principalement nos analyses : tous deux sont tributaires d'Israël sur différents sujets, que l'on pense aux risques que le

10. Plusieurs auteurs ont aussi noté comment Israël joue de la « diplomatie des armes » pour tisser un réseau international. Voir Halper 2010 or Ever 2015.

nucléaire iranien pourrait représenter pour ses proches voisins du Golfe, ou à la nécessité d'une transition post-pétrole vers une économie diversifiée dans laquelle la technologie digitale et le capital-risque jouent un rôle important. Pour Israël, ces collaborations fournissent un ancrage régional et une confirmation du discours sécuritaire qui a toujours été un pilier de l'État hébreu. Dans la mesure où ces circuits mobilisent surtout du personnel sécuritaire et du renseignement, Tel-Aviv contrôle une grande partie des paramètres de collaboration, permettant de contourner et de marginaliser la question palestinienne.

Les relations entre forces étatiques et entités privées capitalistes sont donc essentielles dans notre analyse. L'économie politique de ces circuits régionaux a un effet préjudiciable pour les Palestiniens dont les positions et les intérêts ne sont évidemment pas représentés. La Palestine est toujours plus limitée dans son existence : la géographie sécuritaire du colonialisme de peuplement impulsée par Israël depuis 1948 et encore plus après 1967 a déjà largement nié l'accès aux Palestiniens à leurs terres et aspirations. On peut penser à la manière dont Jérusalem-Est est devenue presque entièrement hors de portée de l'ANP¹¹. De même, une analyse de l'usage de la technologie pour le contrôle des populations palestiniennes citoyennes d'Israël révélerait des dynamiques convergentes¹². Les circuits de l'innovation et leurs acteurs, spécialistes en sécurité (très souvent avec une charge étatique officielle ou para-officielle) et d'entrepreneurs privés (les capitalistes « *techies* », à savoir la nouvelle vague d'entrepreneurs spécialistes en technologie, qui font de leur savoir professionnel une base pour un autre style de vie plus cosmopolite) ne font qu'asphyxier encore plus la Palestine gouvernée par l'ANP.

Notre approche théorique, à la croisée de l'analyse sociologique et historique, suggère que le paradigme du colonialisme de peuplement atteint ses limites dès lors qu'il s'agit de comprendre les forces de l'innovation. La force de l'imaginaire lié au succès capitaliste de type *Silicon Valley* est certes basée sur une histoire états-unienne de colonialisme

11. La bande de Gaza est très souvent exclue des projets de développements technologiques, en partie à cause de la division Fatah-Hamas, mais surtout à cause du siège imposé par Israël depuis 2007. Un des rares cas où Gaza est mentionnée en relation avec le secteur de la haute technologie est un *working paper* de la Banque Mondiale, de 2020. Voir <https://documents1.worldbank.org/curated/en/419851601990166168/pdf/Market-Access-and-Development-of-the-ICT-Sector-in-the-West-Bank.pdf>.

12. Une analyse de la sous-représentation des Palestiniens citoyens d'Israël dans le milieu dirigeant du secteur de l'innovation et des logiques d'encerclement spatial, surtout dans la région de Nazareth, dépasse le cadre de cet article. Voir par ex., Taha, 2020.

de peuplement qui a « transformé » cette terre vidée de ses populations amérindiennes, mais elle a une dimension globale qui attire de plus en plus d'acteurs planétaires. Ces circuits vont au-delà des relations bilatérales existantes (par exemple Israël-Palestine, ou Israël-États du Golfe). Ils ont un caractère multilatéral, et contribuent souvent à effacer ou faire oublier des réalités autoritaires¹³ ou coloniales. En suivant ces circuits, nous souhaitons remettre en question le cadre géographique et temporel généralement associé avec les études sur le colonialisme de peuplement et associer cette approche, sans la révoquer pour autant, à une analyse des transformations du capitalisme global.

Éviter les lectures binaires qui sont souvent l'apanage des études sur le colonialisme de peuplement va de pair avec une lecture multidirectionnelle des rapports sociaux qui naissent des développements technologiques. Ainsi, les capacités à invoquer le récit de l'innovation sont partagées par des acteurs très différents et des formes de résistance peuvent se développer là où d'autres théories n'en prévoient pas l'existence. Qui dit circuits, dit aussi contre-circuits, comme on le verra par la suite. La dimension multidirectionnelle nous fera ainsi nous pencher sur les réseaux de coopération et d'innovation imaginés et mus par certain-es Palestinien-nes. Présentées comme une forme de résistance décoloniale (Tatour, 2021), les actions de concertation intra-Palestine ou les manifestations de mai 2021 (connues aussi sous le nom de « l'Intifada de l'Unité ») démontrent qu'il est encore possible de refuser la logique de contrôle israélienne. L'agentivité (*agency*) par le bas est donc une vraie possibilité : elle surgit des interstices laissés par ces réseaux régionaux et formule des demandes démocratiques et d'autodétermination qui complexifient la vision réductrice de domination-élimination des Palestinien-nes.

Approches et méthodes

Nous nous intéresserons ainsi aussi bien aux processus d'innovation que ceux que nous appellerons de « non-novation ». Notre compréhension de la non-/in-novation, entendue comme un procédé pouvant être lu comme étant créatif ou destructif, est rendue possible par la polysémie du terme. Le sens du terme « innovation » est généralement clair :

13. On pense au manque de libertés dans les royaumes et émirats du Golfe, allant jusqu'à l'assassinat d'opposants politiques, les campagnes militaires que l'Arabie Saoudite ou les Emirats mènent au Yémen, etc. Un *spyware* israélien, Pegasus, a été rendu célèbre par l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, dont les mouvements avaient été épiés par les services de sécurité saoudiens.

l'innovation est habituellement entendue comme un processus créatif, qui ouvre des horizons inconnus ou à découvrir. Mais ce futur peut aussi être contesté, destructeur et ambigu. Ainsi, loin des vues économistes et technologiques dominantes qui vendent de nouveaux horizons et offrent des solutions à tout, nous nous penchons ici sur les liens transnationaux créés par l'innovation et analysons les luttes politiques et les relations de pouvoir qui en découlent.

Dans cette perspective, l'innovation devient pour certains le vecteur de possibilités nouvelles et originales, alors que pour d'autres elle incarne l'idée contraire, à savoir l'effacement ou la destruction, ce que nous appelons la « non-novation ». Cette approche résonne avec la notion schumpetérienne de « destruction créative » (Reinert & Reinert, 2006 ; Tarvainen, 2022a : p. 5) qui pourrait très bien s'appliquer aux circuits de l'innovation qui nous occupent¹⁴. Sans a priori sur la fonction extractive ou libératrice de l'innovation technologique, ou sans tomber dans une perspective universaliste ou particulariste, notre approche examine la production concrète de la ré-imagination de l'innovation et les interviews essaient de comprendre comment les acteurs centraux perçoivent, déploient et deviennent partie intégrante de ces luttes et des opportunités que l'innovation rend possibles.

Au niveau méthodologique, l'article analyse et compare des données recueillies par les deux auteurs, avec une série d'entretiens semi-directifs et d'observations participantes d'une part, et un travail d'analyse des images d'autre part. Le premier auteur a passé quinze mois sur le terrain en Israël et Palestine, dans la région de Jérusalem (Est et Ouest) et à Ramallah, en 2018-2019, 2022 et 2023. Il a effectué 130 entretiens semi-guidés avec les membres des « élites de l'innovation », aussi bien des Palestinien-nes que des Israélien-nes actifs dans le privé, au sein d'ONG ou dans les services administratifs, et responsables d'écosystèmes innovants¹⁵ (à Rawabi ou en Israël). Parmi les interviewés, il y a aussi des personnes impliquées à un rang inférieur dans ces projets, ainsi que des

14. Godin (2015) suggère que les contradictions et conflits sont précisément générateurs d'innovation depuis la nuit des temps, ou depuis au moins 2500 ans. Il relit les débats politiques et théologiques entourant le développement du concept d'innovation jusqu'à l'ère actuelle, où le tournant techno-économique s'enrobe d'une vision dépolitisée et prétendument neutre.

15. Nous parlons d'écosystème pour plusieurs raisons. D'une part, il s'agit d'un terme utilisé de plus en plus fréquemment dans la littérature spécialisée pour rendre compte de l'effet transformatif profond des nouvelles technologies. C'est également une référence aux théories post-fordistes qui voient l'économie, l'utilisation des espaces et des modes de vie comme étant imbriqués l'un dans l'autre. Enfin, dans le cas palestinien, la manière dans laquelle Rawabi ou Silicon Wadi (voir infra) s'insèrent dans leurs espaces géographiques et sociaux est tellement profonde qu'il convient de faire référence à l'impact de ces nouveaux projets. Sur le concept d'écosystème et de ses ambivalences, on lira Vasconcelos Gomes *et al.*, 2018.

activistes qui résistent à la réalisation et à l'extension de ces espaces. Une trentaine d'entretiens de suivi ont été par la suite réalisés à distance. Les entretiens ont été menés en anglais, la *lingua franca* d'une communauté professionnelle portée à développer des liens forts avec les États-Unis. L'auteur a également participé à huit ateliers (officiels ou non) co-participatifs, avec des élites palestiniennes et israéliennes¹⁶. Une grande partie de cette collecte d'informations a eu lieu alors que les accords de normalisation avec les EAU, le Bahreïn et plus tard le Maroc et le Soudan, devenaient des réalités tangibles et discutées de plus en plus ouvertement et généralement de manière très critique dans les territoires palestiniens. Un autre travail, partagé par les deux auteurs, fut la collecte de rapports publics, d'articles de journaux, de blogs, et de matériel visuel traitant de l'innovation technologique¹⁷. La méthodologie liée à l'analyse des images permet d'éclairer le contenu des entretiens, mais ouvre aussi la voie à une analyse d'objets, d'imaginaires et de désirs collectifs, qui ne se limitent pas aux individus pris dans une analyse subjective ou psychologique¹⁸. L'approche visuelle alimente également une meilleure compréhension des imaginaires déployés dans ces espaces urbains pouvant être lus comme un langage commun au niveau de la région. L'objectif principal de cet article est de démontrer la multiplicité des circuits de l'innovation, et non pas de démontrer les rouages et les réseaux fins de tels circuits. Hormis les individus qui souhaitaient être expressément cités dans une logique de visibilité politique, nous avons anonymisé le plus possible la liste des enquêté-es et gardé un descriptif plus sociologique, afin de montrer quel est le profil type dans ces réseaux dont nous allons maintenant présenter un bref historique.

La régionalisation des circuits de coopération technologique

Pour étayer notre thèse que les réseaux entre le Golfe et la *start-up nation* doivent être lus dans une logique multi-scalaire, il faut remonter à 1990. Cette date fait apparaître clairement que le cadre d'une lutte binationale entre Israël et la Palestine est réducteur et que les questions sécuritaires permettent de mieux comprendre les liens des Israéliens et

16. Ces ateliers étaient organisés par des institutions officielles, le plus souvent israéliennes, comme on le décrit plus en avant.

17. Antti Tarvainen, qui a réalisé les entretiens, est l'auteur principal pour la section II et III, alors que Benoît Challand est l'auteur principal de l'introduction et de la section I.

18. Pour éviter l'opposition entre imaginaire, pensé comme un trait collectif, et imagination, une capacité individuelle, on suit les travaux de Chiara Bottici sur l'« *imaginal* ». Voir Bottici 2014. Pour un texte fondateur de la sociologie visuelle, voir Harper 2023.

des Palestiniens avec les réseaux du Golfe. Les enjeux du colonialisme de peuplement, remontant à la création d'Israël, se mélangent alors à une coopération sécuritaire née des conflits militarisés autour de l'Irak en 1991 ou 2003.

Diverses études récentes de l'écosystème de l'innovation en Israël/Palestine exposent déjà la manière dont les structures coloniales sont ancrées dans des réseaux constitués autour des nouveautés technologiques (Abdelnour, 2023). Des concepts comme ceux du « militarisme digital » ou d'« écosystème d'innovations militaires » ont permis de montrer comment la production de technologie en Israël est liée aux institutions responsables des violences coloniales (Abdelnour, 2023 ; Getzoff, 2020 ; Kuntsman & Stein, 2015 ; Swed & Butler, 2015 : 125-126 ; Tawil-Souri, 2012). Par exemple, des unités de pointe de l'armée israélienne développent depuis plusieurs décennies des outils de surveillance et de guerre cybernétique (*cyber-warfare*) ; elles deviennent souvent des plateformes permettant de créer des start-ups et autres entreprises commerciales vouées à exporter le savoir-faire israélien (Abdelnour, 2023). De plus, ces recherches révèlent que sans les aides militaires des États-Unis et des investissements massifs de la part d'entreprises de la *Silicon Valley* (Tarvainen, 2022b) le succès d'Israël comme « start-up nation » militarisée serait bien moindre, voire inexistant. Cette idée de « structure transcoloniale » si chère à certains théoriciens des études comparatives de la colonisation de peuplement (Veracini, 2021, p. 16) acquiert ainsi tout son sens : ces structures connectent différentes frontières de la colonisation¹⁹.

Les *settler colonial studies* qui traitent spécifiquement de la Palestine sont déjà riches en travaux qui montrent la manière dont la technologie israélienne utilise la Palestine et les Palestiniens comme un laboratoire sécuritaire (Loewenstein, 2023 ; Musleh, 2018)²⁰, et ce depuis bien longtemps, si l'on en croit l'étude de Laleh Khalili sur les tactiques globales de contre-insurrection (Khalili, 2013, p. 416). Ces technologies israéliennes ne sont pas seulement développées dans le cadre concret de l'occupation, mais elles accélèrent la disparition de la Palestine et effacent les liens entre sa population et ses terres. Des données fournies par les téléphones portables et les caméras digitales aux structures d'internet (Stein, 2017 ; Tawil-Souri, 2012), et aux réseaux sociaux (Goodfriend, 2012 ;

19. Dans un autre article, Veracini (2022) met en lumière les réseaux transnationaux qui connectent des réalités très différentes par le transfert de discours et pratiques, par exemple entre Israël et l'Algérie. Sur ces deux cas, on lira également Asseraf (2018).

20. On lira aussi Machold (2018) pour une revue critique de la métaphore du « laboratoire ».

Kencicki, 2019) ou à l'intelligence artificielle (AI) et aux technologies cyber (Carraro, 2021), ces études regorgent d'enseignements sur la colonisation des terres palestiniennes par les nouvelles technologies.

De plus, la perspective du colonialisme de peuplement ancre l'idée de l'innovation dans le long terme des utopies modernes de colonisation (Hardy, 2015, p. 10). Ces imaginaires utopiques se confondent très souvent avec les notions de percée ou de progrès technologique soudain, et le sionisme ne fait guère exception à cette idée (Piterberg, 2008 ; Sargent, 2010). Les mythes sionistes de la « terre promise », des « pionniers », de la première génération ou de désert en fleurs du début du XX^e siècle imprègnent complètement, quand bien même avec des variations, l'imaginaire que propose le secteur high-tech en ce début de XXI^e siècle (Tarvainen, 2022a). Les cultures de l'innovation et les imaginaires israéliens et de la *Silicon Valley* entrent en convergence dans la manière dont ils occultent certaines réalités, à savoir celles des colonisé-es ou des dépossédé-es, et s'émerveillent de manière sélective du pouvoir créateur de la technologie.

L'expansion de l'innovation implique des formations institutionnelles, financières, technologiques et imaginaires qui vont de pair avec des formes d'effacement symbolique (l'éradication ou l'appropriation sélective de la culture indigène), matériel (transfert de population, appropriation de la terre, expulsion) et économique (main-d'œuvre exploitée, marchés captifs) (Wolfe, 2006 ; Zreik, 2016). Suivant les critiques émises par Rana Barakat (2018) et Lila Abu-Lughod (2020) à l'égard de la littérature sur le colonialisme de peuplement, nous nous efforçons de ne pas réduire les Palestinien-nes à un rôle passif et d'éviter le piège des dichotomies, du manichéisme binaire, en considérant des dynamiques multidirectionnelles et la possibilité de co-crée, résister ou cueillir les fruits ou profits des circuits de l'innovation. D'un point de vue méthodologique, il était important dans notre enquête de donner la parole aux Palestinien-nes et de comprendre leurs motivations. Comme le montre la section suivante, l'histoire régionale permet de complexifier les possibles simplifications dues au paradigme du colonialisme de population.

La densification des circuits de la sécurisation israélo-golfienne

Nous ne souhaitons pas occulter la profondeur historique et sociologiques sous-tendant les accords d'Abraham. L'administration Trump,

forte de sa volonté de créer de toutes nouvelles alliances et dynamiques, a forcé la main à des acteurs qui, géographiquement et politiquement parlant, n'étaient pas les plus proches. Le rôle que la technologie joue dans ces accords – avec des promesses de larges plans de désalinisation dans la Vallée du Jourdain et des projets de développement de Gaza par le biais de la technologie – pourrait donner l'impression d'une ère nouvelle. Pourtant, si l'on regarde l'histoire régionale depuis 1990, on se rend compte que ces Accords sont en fait le fruit d'un long et graduel changement. Noam Chomsky parlait en 1983 du « triangle fatidique » (*fateful triangle*) pour caractériser les relations entre les États-Unis, Israël et la Palestine. Le Golfe ne faisait alors clairement pas partie de cette équation. Mais depuis la fin de la Guerre Froide, certains changements dans cette région ont modifié la donne, ce qui a permis à Israël de faire couler tout projet de paix permanente avec les Palestiniens. Ces développements, avec un centre de gravité qui se déplace à l'Est, en direction du Golfe, ont ainsi affaibli la cause palestinienne. Ce rapprochement entre Israël et certains États du Golfe a généré de nombreuses tensions du côté palestinien²¹.

Nous identifions trois moments clefs qui ont rendu ce changement possible : l'impact de l'invasion du Koweït en 1990 et le processus de paix bilatéral lancé par les accords d'Oslo ; la nouvelle économie politique après la division entre le Fatah et le Hamas en 2007 et les nouvelles sources d'aide internationale ; enfin, la convergence d'intérêts entre Tel-Aviv et ces monarchies du Golfe après les processus révolutionnaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de 2011. Ces trois tournants ont renforcé la coopération – notamment technologique et sécuritaire – entre Israël et les monarchies du Golfe et ils ont contribué à effacer la présence de la Palestine.

La première transformation est liée aux conséquences à long terme de l'invasion par Saddam Hussein du Koweït en 1990. Les Palestiniens et les Jordaniens ont payé au prix fort pour leur soutien au dictateur baathiste, débouchant sur la perte de la manne des pays arabes pour l'OLP et, pour les deux pays, sur une perte d'autonomie diplomatique qui les forcera à accepter la logique asymétrique du processus d'Oslo et la normalisation des relations avec Israël. Les États-Unis ouvrent alors de nouvelles bases militaires dans le Golfe et Israël devient un

21. Comme on le verra plus avant, ce sont les acteurs privés palestiniens qui peuvent impulser des dynamiques de coopération internationale et non plus l'ANP qui semble être punie par les grands acteurs du Golfe. La population elle-même manifeste occasionnellement, comme en mai 2021, sa désapprobation.

allié des Kurdes irakiens, étendant ainsi sa stratégie contre la coopération syro-iranienne (Gause, 2010 pp. 35, 71, 174 et 177). En outre, le dossier nucléaire iranien a contribué à rallier certaines monarchies du Golfe aux priorités sécuritaires israéliennes au cours de ces quinze dernières années.

Sociologiquement, les acteurs de la coopération Israël-Golfe sont des officiers militaires ou du renseignement. Jusqu'en 1991, les États-Unis sont la clef de voûte de cette alliance. Les pays du Golfe et Israël s'affranchissent en effet de cette tutelle, à la suite de la gestion des Révoltes de 2011 par l'Administration Obama et des changements de ligne entre Obama et Trump sur les sanctions iraniennes. L'axe de collaboration se base sur une vision alarmiste des menaces iraniennes pour la stabilité régionale. Dès les années 1990, on assiste à une « golfisation du monde arabe » (Owen Jones *et al.*, 2018), se traduisant par le fait que les priorités et craintes des acteurs du Golfe déterminent toujours plus les décisions de la Ligue Arabe. Il est important d'ajouter que cette golfisation du Moyen-Orient est concomitante avec les efforts d'Israël de s'affranchir du seul appui stratégique des États-Unis.

La seconde transformation concerne l'aide internationale pour la Palestine, qui a fluctué profondément entre les années d'Oslo et l'après-Arafat (Taghdisi-Rad, 2010). L'Autorité Nationale Palestinienne, créée en 1994, après les accords d'Oslo, est pleinement absorbée par les tâches d'auto-administration, mais sans avoir obtenu son indépendance²². Arafat, entouré d'une clique de *returnees* de l'OLP²³, espère beaucoup des investisseurs palestiniens (Hanafi, 1997). Un de ces proches, Nabil Shaath, ministre du Plan et de la Coopération Internationale, compare la future Palestine souveraine à une « Inde sur la Méditerranée » et escompte que le tourisme de luxe dans la « Terre Sainte » amènera son flot de dollars et la construction de nouvelles infrastructures (Haddad, 2016, p. 154). La réalité fut plus prosaïque dans les années 1993-2000 : la communauté internationale, surtout euro-américaine, finance grâce à l'aide internationale le projet de construction de l'État palestinien, mais souvent avec peu d'intérêts pour les désirs et aspirations palestiniennes.

22. Les années d'Oslo sont celles du « *asymmetric containment* », ou de l'endigement asymétrique qui donne priorité aux besoins israéliens (Khan *et al.*, 2004, p. 50). Ceci permet à Israël de continuer à s'appropriier une partie des Territoires occupés.

23. Arafat revient en Palestine comme leader de l'Autorité Palestinienne en juillet 1994 et s'entoure principalement de cadres de l'OLP qui vivaient en exil. Il s'agit des *returnees* (*al-'aidoun* en arabe), souvent aussi dénommés « les Tunisiens » car l'OLP est jusque-là basée dans ce pays qui refuse toujours toute normalisation avec Israël. Sur cette migration du retour liée à la création de l'ANP, on lira Hanafi 1997 et Zureik 1997.

Ce qui compte est que le processus d'Oslo amène la stabilité et la sécurité pour Israël, fût-ce à coup de violations des droits fondamentaux en Palestine. Pendant cette période, l'aide des pays du Golfe est minime, puisqu'elle s'élève à 8,5 % de l'aide déboursée (Haddad, 2016, p. 83)²⁴.

La seconde Intifada, qui éclate en 2000 et qui entraîne une réponse militaire israélienne disproportionnée dans les Territoires occupés, ainsi que la mort de Yasser Arafat en 2004 redistribuent les cartes. Les bailleurs européens, soit par dépit de voir leurs investissements détruits, soit en raison de leurs propres difficultés internes à la suite de la crise économique de 2008, réduisent le montant des aides. Dès 2005, les acteurs du Golfe, à savoir le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats Arabes Unis, augmentent la manne financière pour la Palestine. Ils œuvrent plus par des investissements directs que par l'aide au développement²⁵. La victoire du Hamas aux législatives de 2006 complique toutefois la situation : avec la guerre globale contre la terreur initiée par George Bush, il devient presque impossible de financer un gouvernement palestinien dans lequel le Hamas occuperait des charges ministérielles. Les projets de gouvernement d'unité Fatah-Hamas s'enlisent tous en 2006-2007. En juin de cette année, l'homme fort du Fatah à Gaza, Mohammad Dahlan tente de prendre le pouvoir seul, mais le Hamas réagit et met fin à cette tentative de coup d'état. Depuis lors, toutes les tentatives de pacification entre les grands partis palestiniens échouent. Depuis 2007, la Cisjordanie est gouvernée par le Fatah et Gaza par le Hamas.

Sociologiquement, les tournants de 2004 et 2007 amènent deux types d'acteurs sur le devant de la scène : les hommes forts du monde sécuritaire et les investisseurs privés. Avec la paralysie de l'ANP, la doxa de la communauté internationale prône une doctrine sécuritaire en Palestine (Turner, 2015) répondant aux attentes sécuritaires israéliennes et se traduisant par la nécessité pour l'ANP d'écraser toutes formes de résistance armée et par l'ouverture de larges projets d'investissements privés. Ainsi, le président Mahmoud Abbas inaugure en 2007 et 2008 une campagne donnant toute latitude aux forces de sécurités palestiniennes pour arrêter bon nombre de leaders palestiniens qui avaient œuvré durant les années de la seconde Intifada (Tartir, 2019, pp. 213-217). L'amplitude de la sécurisation dans les zones sous contrôle de l'ANP est massive : 44 % des employés étatiques travaillent dans le secteur sécuritaire et 30 % de l'aide internationale est marquée pour des objectifs sécuritaires. À titre d'exemples, les Territoires

24. L'aide du Qatar a cependant joué un rôle crucial pour couvrir les dépenses courantes (factures d'électricité, salaires des employés du secteur public, etc.) de l'autorité *de facto* dans la bande de Gaza.

25. Sur les aspects techniques de l'aide internationale, voir Challand (2014, pp. 284-288).

comptent 312 brigadiers-généraux, soit presque autant que l'armée états-unienne, qui en compte 412 (Tartir, 2019, p. 206).

Quant aux investisseurs privés, ils peuvent profiter des nombreuses opportunités créées par les décisions du Premier ministre, Salam Fayyad, un banquier et bureaucrate du Fonds Monétaire International que M. Abbas choisit en 2007. Fayyad a soutenu tellement de politiques de privatisation que son nom est désormais associé à ce tournant néolibéral, désormais appelé le fayyadisme en Palestine. Les principaux bailleurs de fonds applaudissent, mais le bien commun palestinien passe au second plan. Le capitalisme privé et entrepreneurial de l'étranger se frotte les mains : en mai 2008, l'ANP organise une conférence à Bethléem qui regroupe 1200 investisseurs privés, dont une grande partie sont du Qatar ou du Koweït (Haddad, 2016, p. 249). Avec ce mélange de partenariat public-privé, la Palestine devient un terrain pour l'expérimentation capitaliste. Par exemple, la création d'une nouvelle ville, Rawabi, au nord de Ramallah, se concrétise, alliant un investissement de \$5 millions de USAID pour la construction des infrastructures de base (telles que les routes d'accès) à l'investissement du tycoon palestinien Bashar Al-Masri (Haddad, 2016, p. 250), sur lequel on reviendra plus loin.

La Jordanie, qui accueille des centaines de milliers de Palestiniens, constitue un espace pivot ou de connexion. Les forces de sécurité palestiniennes s'y sont entraînées (Schwedler, 2022, pp. 226-248), et les leaders économiques profitent de leur statut binational comme tête de pont vers le Golfe. Haddad parle « d'inter-perméation » des élites entre la Palestine et la Jordanie (Haddad, 2016, p. 275), mais on sait par d'autres études historiques que les espaces économiques et sociaux entre la Cisjordanie et la Transjordanie n'ont longtemps fait qu'un (e.g. Doumani, 1995, pp. 204-205, 245). La réelle nouveauté réside dans le fait que les décideurs économiques n'appartiennent désormais plus à la bourgeoisie palestinienne mais sont aussi issus du Golfe et de la Jordanie, comme le montrent les travaux de Tariq Dana (2019) portant sur les relations entre la diaspora palestinienne et les pays du Golfe.

Cela nous amène à la troisième transformation, devenue apparente il y a une dizaine d'années : il s'agit du « moment du Golfe » (*haqibat al-khaleej*, pour suivre l'expression de Madawi Al-Rasheed, 2018). Les initiatives conjointes du Golfe émergent en réaction aux mouvements révolutionnaires de 2011. En effet, les monarchies du Golfe se sont senties menacées par les demandes d'un nouveau contrat social et ont utilisé de la force pour couper court à toutes ces demandes, comme par

exemple à Manama, la capitale du Bahraïn, en mars 2011. Le coup militaire contre le président Morsi en Égypte en 2013 a accéléré les alliances entre Israël, la monarchie saoudienne et les Émirats Arabes Unis, deux pays qui, au contraire du Qatar, ont une animosité affichée contre les Frères Musulmans. Ces trois États critiquaient l'approche de Obama à l'égard de ces partis islamistes et son attitude jugée trop conciliante à l'égard de l'Iran (Jones & Guzansky, 2020, p. 41 ; Marteu, 2020, p. 70). Une fois au pouvoir en 2017, Donald Trump fait le choix d'organiser sa première visite diplomatique en Arabie Saoudite et en Israël. Plus qu'une nouvelle impulsion états-unienne, il ne fait qu'entériner la vision de coopération qu'Israël et le Golfe menaient déjà depuis 2007 ou 2008, et qui devient officielle dès le milieu des années 2010²⁶.

Sociologiquement, ce tournant accélère la présence toujours plus accrue d'experts de la sécurité dans le Golfe. Mohammed Bin Zayed al-Nahyan, souvent dénommé par son acronyme MBZ, est le souverain des EAU depuis 2022, mais durant toute la décennie 2010, il est l'homme clef des services de sécurité émirati. Il est le précurseur de la coopération technologique et sécuritaire avec Israël. Il attire par exemple le Palestinien Mohammed Dahlan à Dubaï après sa mise à l'écart par Mahmoud Abbas en 2009-2010 (Tartir, 2019, p. 222, fn 8), Dahlan devant l'éminence grise de MBZ concernant sa lutte contre les partis islamistes. Elisabeth Marteu parle ainsi de collaboration accrue entre les corps diplomatiques et de renseignement israéliens et certains pays du Golfe depuis 2009²⁷.

En conclusion, même si les connexions entre Riyad, Dubaï et Tel-Aviv sont récentes sur la scène publique, elles sont *de facto* le résultat de trois décennies de coopération de l'ombre sur des questions militaires et sécuritaires. Entre 2007 et 2013, Israël et le Golfe trouvent d'autres motifs pour renforcer leur position toujours plus dominante dans la région. À l'intérieur de l'État hébreu, c'est une période où le militarisme prend le virage de la culture digitale (Kuntsman & Stein, 2015, pp. 8f) et où les demandes pour l'autodétermination des Palestinien-nes sont marginalisées par la menace du nucléaire iranien. La partie suivante explique comment ces « nouvelles » alliances régionales participent à ces circuits de technologie globaux et à un nouvel imaginaire de colonisation de peuplement.

26. Avec le Prince héritier Mohamed Bin Salman (parfois appelé MBS), l'Arabie inaugure en 2016 sa « Vision Saoudite 2030 », comprenant une série de nouvelles mesures d'ouvertures minimales sur les droits politiques et sociaux, ainsi que le lancement de nouvelles infrastructures. Voir Al-Rasheed (2018, pp. 16ff).

27. Il s'agit surtout des Émirats et de l'Arabie Saoudite. Voir Marteu (2020, pp. 69-70).

L'ancrage régional de la *start-up nation* : sécurité, hégémonie et innovations qui effacent la Palestine

Produit d'exportation et objet de désir régional

Aujourd'hui, l'imaginaire du triangle fatidique (Chomsky, 1983) paraît donc bien loin. Les réalités de l'innovation, qui placent Israël et les régimes du Golfe dans une situation quasi hégémonique, permettent la convergence des intérêts capitalistes et sécuritaires. La *start-up nation* devient aussi un modèle envié par les leaders du monde entier, pays du Golfe compris. Avec ses promesses de croissance et de stabilité sécuritaire liée à la cyber-surveillance, les alliances régionales se multiplient (Jones & Guzansky, 2020, pp. 76-90 ; Zilber, 2019). La recrudescence des cyber-attaques iraniennes contre l'Arabie, le Bahreïn et les EAU n'a ainsi fait qu'augmenter les commandes pour le secteur high-tech en Israël (Ferziger & Waldman, 2017). Selon des sources journalistiques, les Émirats sont ainsi les premiers à faire l'achat en 2007 du célèbre *spyware* israélien Pegasus (Alwalhany, 2021). Inutile de rappeler que la position dominante israélienne dans ces secteurs découle de sa puissance occupante. La Palestine est mobilisée et présentée comme un laboratoire à taille réelle pour Israël qui s'essaie depuis bien longtemps à une forme de « cyber-gouvernance » (Cristiano, 2022).

Selon les entretiens que nous avons menés avec des entrepreneurs israéliens en 2019, les mouvements révolutionnaires de 2011 ont représenté une « énorme opportunité pour le marché de la high-tech et l'opportunité de contrer le boycott des pays arabes »²⁸. Le même acteur ajoute : « Les pays du Golfe ont réalisé qu'ils avaient beaucoup à apprendre de nous. La *chutzpah* israélienne²⁹, qui s'est bonifiée dans le creuset militaire, est le bien intellectuel le plus recherché dans la région ». Comme preuve, il cite les pratiques de recrutement de la compagnie *Dark Matters*, basée à Dubaï et en charge de la création de *spywares*, qui enrôle les soldats de l'armée israélienne dès la fin de leur service militaire (Ziv, 2019).

La liste des nouveaux courtiers en développement s'est rapidement accrue avec la signature des accords d'Abraham en septembre 2020.

28. Entretien avec un entrepreneur israélien actif aux Émirats, 19.6.2019.

29. Le terme veut dire audace, confiance extrême, des qualités dans l'imaginaire sioniste nécessaires au succès des pionniers juifs israéliens. La *chutzpah* est aussi un trait communément revendiqué par les entrepreneurs de la *high-tech* en Israël (Tarvainen, 2022a).

La coopération est technologique, économique et sécuritaire : ainsi, Yossi Cohen, ex-chef du Mossad et plus tard PDG d'une entreprise de capital-risque, est un habitué de Manama et de Riyadh où il promeut régulièrement des produits high-tech (Times of Israel, 2020). Le commerce entre les EAU et Tel-Aviv monte en flèche : selon le Conseil Économique EAU-Israël, le volume d'échanges a augmenté de \$250 millions par an à deux milliards en 2022 (Arab News, 2022). *Mubadala*, le fonds souverain émirati, aurait également investi \$100 millions dans des fonds de *venture capital* spécialisés dans le soutien aux start-ups israéliennes (Jones & Lieber, 2022). On trouve aussi dans cette liste Erel Margalit (*Jerusalem Venture Partners*), Jon Medved (*Our Crowd*) et Dorian Barak (*Indigo Global*). Selon nos entretiens, tous trois avaient déjà des liens avec le Golfe, surtout avec Dubaï et Abu Dhabi, au moins dix ans avant les accords d'Abraham³⁰. Erel Margalit, qui a mené la première délégation de treize chefs d'entreprise de la haute technologie vers les Émirats en 2019, a alors déclaré à ces dirigeants qu'ils étaient « les vrais émissaires d'Israël » (Mandel, 2020).

Les cités innovantes : les cas de Rawabi et Silicon Wadi

Les points de contact entre réseaux financiers du Golfe et de colonisation de peuplement se matérialisent également dans les cas de villes de l'innovation. Ce sont des espaces où les alliances régionales sont les plus denses et les plus affichées, souvent en référence à la *Silicon Valley* des États-Unis : ainsi Bashar Al-Masri, le fondateur et PDG de Rawabi, définit la ville comme la « Silicon Valley séculière et cosmopolite de la Palestine »³¹. Le modèle de la ville intelligente attire un flux global et régional d'investissements, comme dans le cas de Rawabi, première ville à avoir été créée dans les Territoires depuis 1967. Basée en Cisjordanie entre Bir Zeit et Salfit, Rawabi est vantée par les promoteurs de la tech comme la *Silicon Valley* de la Palestine³². Le site a bénéficié d'un milliard de dollars d'investissement du fonds souverain qatari, investissement qui a vu plusieurs détours et implications israéliennes quant au plan d'aménagement et à la construction de la ville (Rabie, 2021, pp. 41-45). Elle est conçue comme un hub important de services technologiques pour les partenaires israéliens, pour le Golfe et pour les

30. Entretiens à Jérusalem, 14.3, 29.5, 11.6, et 18.6.2019. Voir aussi Spiro & Orbach, 2020.

31. Interview, 8.12.2018.

32. Le terme est utilisé par le management de Rawabi. Tayeb (2019) en fait un exemple de ville néolibérale.

compagnies états-uniennes. Cette petite ville, construite en zones A et B, mais avec des routes d'accès en zone C³³ et donc *de facto* sous contrôle militaire israélien, offre déjà ses services à des start-ups basées à l'intérieur de la Ligne verte sur le territoire israélien, à des firmes émiraties et des géants américains tels que Intel et Apple, et elle représente un point d'intersection des flux de capitaux et des services transatlantiques et régionaux.

Mais la création et les activités de Rawabi ne vont pas de soi. Ainsi, une des entreprises locales d'*outsourcing*, ASAL Technologies, et ses employé-es sont soumis au régime de contrôle militaire israélien³⁴ : pour pouvoir travailler, les employés doivent obtenir un permis qui leur permet de se rendre en Israël où la plupart de leurs clients sont installés³⁵. De nos entretiens ressort le constat que les Palestiniens ayant des vues trop politisées, par exemple une critique du régime d'occupation, ne reçoivent jamais d'autorisation. Pour les critiques palestiniens, Rawabi constitue une normalisation imposée par l'occupant israélien. Elle représenterait une nouvelle forme de colonisation puisque les liens et activités qui y sont développées renforcent une logique de séparation et de dépendance vis-à-vis de l'appareil militaire et économique juif israélien (Rabie, 2021, pp. 74, 149-162).

Du point de vue de l'État israélien, le cœur urbain de cette réalité régionale doit rester la ville de Jérusalem – ou pour le moins la ville de Jérusalem telle qu'imaginée par le sionisme contemporain, comme capitale « unifiée » d'Israël³⁶. La maire adjointe de Jérusalem, Fleur Hassan-Nahoum, avait même été nommée en 2018 en charge de la coordination de ce qui deviendra les accords d'Abraham. Avec Dorian Barak, un investisseur dans le capital-risque, Hassan-Nahoum forme la direction de l'*United Arab Emirates-Israel Business Council* (UIBC), l'organisme factier pour la construction de nouveaux réseaux entre les deux États. Le UIBC fait pression pour un accord de libre-échange et il a proposé plusieurs fois que du capital émirati soit injecté dans la construction de 200 000 mètres carrés d'espace high-tech à Jérusalem Est. Dans un

33. Les accords d'Oslo permettent à l'Autorité Nationale Palestinienne une auto-gestion limitée aux Zones A et B, alors qu'Israël contrôle les Zones C (environ 60 % de la Cisjordanie). La différence entre Zones A et B est que l'ANP ne contrôle que les infrastructures civiles dans les Zones B (la sécurité étant sous coupe israélienne). Dans les Zones A, l'ANP contrôle aussi bien la sécurité (police) que les affaires civiles.

34. Diverses interviews avec les travailleurs de ASAL, 8 et 10.12.2018, 16 et 25.3.2019.

35. Interview avec un employé de ASAL, 19.3.2019.

36. Les limites de la ville de Jérusalem ont été redéfinies plusieurs fois afin d'assurer une possibilité d'expansion des parties juives, le plus souvent dans des territoires occupés depuis 1967, et d'empêcher la contiguïté des zones palestiniennes.

billet pour le *Khaleej Times*, Hassan-Nahoum et Barak vantaient leur démarchage à Dubaï et écrivaient : « Nous voulons construire un parc high-tech à Jérusalem Est, avec des hôtels, des centres commerciaux, etc. Nous voulons offrir des emplois de qualité pour les jeunes résidents de Jérusalem Est » (Barak & Hassan-Nahoum, 2020).

Le projet en question a été présenté comme le *Silicon Wadi*, mélangeant l'imaginaire de la *Silicon Valley* et Wadi Al-Joz, un quartier de la Jérusalem Est occupé depuis 1967, qui est niché dans une vallée escarpée, avec un mélange unique de maisons palestiniennes, de garages et de petits commerces qui sont devenus l'objet d'une expansion coloniale de la part d'Israël ces dernières années (Joffre, 2020). Si le projet devait se réaliser, la *Silicon Valley* de Jérusalem Est resserrerait l'état israélien autour de la communauté palestinienne, puisque 200 petites et moyennes entreprises palestiniennes pourraient être forcées à fermer, provoquant une relocalisation de nombreux résidents palestiniens. Pour Hassan-Nahoum, la vision de l'État d'Israël est d'aider les « Arabes de Jérusalem » à apprendre l'hébreu et à s'éduquer aux techniques et savoirs du futur. Les fonds investis par les EAU visent à permettre la réalisation du *Silicon Wadi* qui ferait de Jérusalem Est un hub régional pour la recherche et le développement (R&D) (Gulf News, 2020). Pour les politiciens israéliens impliqués dans les accords d'Abraham, le projet de *Silicon Wadi*, une sorte de complexe high-tech, représente un levier stratégique pour impliquer les pays du Golfe dans l'unification de la ville sous contrôle juif³⁷. La régionalisation des circuits de l'innovation a alors un double visage : d'une part, elle suit un développement immobilier effréné que les pays du Golfe soutiennent aussi chez eux (Elsheshtawy, 2018). D'autre part, elle suit aussi l'effort des gouvernements de Netanyahu pour affranchir Israël de la dépendance des États-Unis et pour diversifier son économie avec des alliances économiques et sécuritaires (Krampf, 2024).

L'impact de ces projets pour les Palestiniens est bien évidemment douloureux, car ils amènent à de nouvelles destructions de maisons et de petits commerces palestiniens. Ils rappellent encore une fois comment le sionisme est riche en périphrases pour effacer la Palestine. Le discours officiel autour de ces projets évoque les « résidents » ou les Arabes de Jérusalem Est et évite le terme « palestinien ». Le thème de la prospérité économique (donner du travail, créer des opportunités économiques de haut niveau, etc.) éclipse la question des droits et des aspirations

37. Comme noté dans plusieurs entretiens réalisés, décembre 2018 et juillet 2019.

palestiniennes. Si intégration il y a, il ne s'agit pas de connexion avec la diaspora palestinienne, mais d'une subsomption dans un nouvel ordre économique régional. Un consultant israélien impliqué dans les préparatifs des accords d'Abraham nous disait que les entrepreneurs palestiniens n'étaient pas intéressés par les questions politiques et tout ce qu'ils veulent est « mener une vie tranquille »³⁸. De plus, Hassan-Nahoum soulignait dans un entretien avec un magazine du Golfe : « Jérusalem n'est pas très différente de Dubaï : ce sont des villes multiculturelles, pleines de diversité » (Gulf News, 2020). Outre le multiculturalisme, l'UIBC parle régulièrement de la ville sainte pour les trois religions monothéistes comme d'une « *holy Israeli city* », une ville sainte israélienne prête à accueillir de nouvelles vagues de touristes musulmans du Golfe (Barak & Hassan-Nahoum, 2020).

La sous-traitance pour Israël et un pont vers le Golfe

Jusqu'aux accords d'Abraham, les entrepreneurs palestiniens devaient composer avec le boycott arabe et présentaient leur travail avec la *start-up nation* comme la construction de ponts entre la Palestine et le reste du monde arabe³⁹. Moyennant finances, les Palestiniens pouvaient aider les compagnies tech israéliennes à éviter le boycott. Lors des réunions que nous avons pu suivre avant septembre 2020, il n'était pas rare d'entendre des Palestiniens actifs dans la sous-traitance dire aux PDG israéliens qu'une collaboration avec des réseaux palestiniens leur permettrait d'« arabiser la technologie israélienne »⁴⁰. Un des entrepreneurs palestiniens suggérait qu'« avec 450 millions de clients potentiels, le marché arabe est une occasion unique (*a lifetime opportunity*) pour la *start-up nation* »⁴¹. Au cours de nos entretiens avec des chefs d'entreprises palestiniens, ces derniers se vantaient de faire des Territoires occupés « le seul corridor qu'Israël a avec le monde arabe (...) : ce dernier n'achètera rien à Israël directement, mais le fera dès qu'il y a un arabe dans une compagnie juive israélienne »⁴². L'atelier co-participatif de Ra'anana a eu lieu sous l'égide de l'armée israélienne et c'est la Coordination des activités gouvernementales dans les

38. « *They want a good life. They don't care about politics* ». Interview 27.6.2019.

39. Entretiens avec un capital-risqueur et des *tech managers* palestiniens, mars, mai et juillet 2019.

40. Réunion à Ra'anana (une ville israélienne), 3.7.2019.

41. Observation lors d'une réunion à Ra'anana, 3.7.2019.

42. Selon un entrepreneur palestinien, entretien 25.3.2019.

Territoires (COGAT)⁴³ qui a approuvé les permis de déplacement pour les Palestiniens et qui a jugé de la recevabilité des offres d'affaires. Le mot de bienvenue a été donné par un ancien haut officier de l'armée israélienne et un ancien PDG de la chambre de commerce israélo-palestinienne⁴⁴, témoignant de la porosité entre le secteur militaire et le monde des affaires.

De nos entretiens, il découle que pour les entrepreneurs israéliens, ces contacts avec des Palestiniens leur ont aussi donné accès à des marchés beaucoup plus lointains, comme en témoignent des contrats conclus en Inde et en Afrique sub-saharienne⁴⁵. Par exemple, le PDG d'une petite compagnie israélienne de logiciels a fondé un centre d'appel en Cisjordanie, avec du personnel palestinien, ce qui lui permet de présenter ses produits à ses clients dans le Golfe sans dévoiler sa vraie origine géographique⁴⁶. Une autre personne nous confiait que « [sa] compagnie semble être palestinienne, mais elle est en réalité israélienne »⁴⁷. Les plus grands investisseurs de *capital-risque* en Palestine (tels que *Sadara Venture*, une compagnie basée aux États-Unis⁴⁸) avaient déjà des liens formels avec Israël, mais ces nouveaux hubs de technologies – comme Rawabi – permettent aux start-ups israéliennes de se présenter directement comme étant arabes. Plutôt qu'une forme d'auto-colonisation, la participation de ces acteurs privés palestiniens dans ces réseaux sécurisés de l'innovation peut être vue comme une stratégie payante d'accumulation de capital économique à l'intérieur du *statu quo* colonial. Un entrepreneur palestinien nous disait d'ailleurs : « L'idéalisme ne fonctionne pas dans ce cas : tirer quelques billets de la domination (israélienne) est mieux que rien »⁴⁹.

La signature des accords d'Abraham a cependant fait éclater ce modèle. En effet, depuis septembre 2020, les compagnies et investisseurs israéliens ont directement accès à une grande partie du monde arabe. Ces accords ont limité drastiquement l'agentivité palestinienne

43. Les Territoires sont gérés du côté israélien par ce qui était faussement appelé l'Unité des Affaires Civiles, une entité en réalité sous la tutelle du Ministère de la Défense, et qui est désormais connue sous son acronyme anglais COGAT, *Coordination of Government Activities in the Territories*.

44. Même si le nom semble donner un statut équivalent, cette chambre de commerce est une entité israélienne, établie par des businessmen et des militaires retraités en 2008. Entretien avec un membre du conseil d'administration de IPCC, 12.6.2019.

45. Entretiens 29.5 et 19.6.2019.

46. Entretien avec un PDG israélien, 3.7.2019.

47. Entretien avec un capital-risqueur israélien qui a lancé une start-up palestinienne, 30.06.2019.

48. Voir le site sadaravc.com.

49. Entretien 13.6.2019.

dans les relations avec le Golfe, supprimant ainsi le rôle d'intermédiaires obligatoires des Palestiniens. Cela explique pourquoi bon nombre d'économistes et de membres des élites palestiniennes sont très largement opposés aux accords qu'ils voient comme une « trahison » et une « normalisation scandaleuse »⁵⁰. Ces critiques semblent porter moins sur le modèle économique et politique promu par les accords que sur le fait que les Palestiniens aient perdu leur rôle de courtiers dans ces échanges.

L'initiative diplomatique a effacé le potentiel des Palestiniens à agir en tant que maillons intermédiaires dans les circuits de l'innovation. Après les accords, l'écosystème tech palestinien n'avait plus qu'une possibilité : la vente de services bon marché à Israël et la dépendance à l'*outsourcing* (sous-traitance typique du néolibéralisme). Cette évolution accélère la concentration du capital high-tech ; surtout, elle fragilise encore davantage la position des Palestiniens en les rendant encore plus dépendants de la puissance occupante. Sur le long terme, le différentiel de classe que nous avons souligné dans le cas de Rawabi ne peut que s'intensifier⁵¹.

Les contre-circuits de la résistance digitale

Les conséquences de cette régionalisation de la coopération technologique ne se limitent pas seulement à ces nouvelles formes de domination, de marginalisation palestinienne et de concentration capitaliste. Il faut aussi considérer comment ces circuits peuvent créer de nouveaux espaces de contre-mobilisation pour la population occupée. Certes de portée limitée et confrontée au *Big Brother* sécuritaire israélien qui suit de manière orwellienne les gestes et initiatives palestiniennes, cette mobilisation est pourtant bien réelle et génère de nouveaux liens « par le bas » au niveau des interactions sociales. Paradoxalement, le rapprochement progressif avec les régimes du Golfe depuis 2007 et 2014 a offert un nouveau souffle à la résistance et a amplifié les réseaux d'action collective. En lien avec la technologie, nous présenterons trois exemples

50. Entretiens avec des entrepreneurs et économistes palestiniens, mai et juillet 2019. D'autres entretiens avec des activistes les 13 et 25.6.2019.

51. La question des rivalités de classes peut donc être lue aussi bien en faveur que contre la littérature sur le colonialisme de peuplement. D'un côté, le différentiel de classes est généré par l'occupation (c'est le capital israélien qui ponctionne le travail palestinien à son avantage et renforce un état de dépendance palestinienne). D'un autre côté, certains capitalistes palestiniens s'allient avec le Golfe d'une manière relativement indépendante de la colonisation de peuplement. Sur les questions de classe en Palestine, on lira avec grand intérêt Shikaki (2021).

qui montrent comment les Palestinien-nes rejettent les nouveaux efforts de normalisation israélienne.

Tout d'abord, on peut noter que lors de confrontations et de mouvements populaires, la technologie est aussi mobilisée par les Palestinien-nes pour resserrer leurs rangs et performer une unité largement entravée par les techniques de l'occupant. Depuis la connexion des Territoires occupés à internet en 1995, les Palestinien-nes ont utilisé les nouvelles techniques digitales à des fins de résistance et de *state-building* (Faysal, 2020, pp. 13-21). L'Intifada de l'Unité⁵² en 2021 a illustré très clairement comment les réseaux sociaux ont connecté différents segments de la société palestinienne et cela, malgré les efforts conjoints de l'État d'Israël et des géants des réseaux sociaux pour censurer le contenu promu par les activistes palestiniens (7amleh, 2022). Les hashtags tels que *#saveSheikhJarrah*, *#saveSilwan*, *#savePalestine* et *#GazaUnderAttack* se sont largement répandus et ont permis aux interprétations palestiniennes de la situation d'apparaître dans les médias internationaux d'une manière inédite⁵³. Cela représente en partie une victoire importante contre la politique de fragmentation voulue par l'idéologie et les acteurs d'un sionisme agressif (Hawari, 2021).

Le danger que les communications digitales posent pour l'appareil colonial est tel que l'armée israélienne, souvent de concert avec les forces de sécurité palestiniennes, a détenu, en 2018, plus de 700 Palestiniens pour « incitations sur les réseaux sociaux » (7amleh, 2019). Malgré la dimension ouvertement coloniale des structures de communication et des technologies digitales en Palestine (Tawil-Souri, 2012), les Palestinien-nes ont réussi à s'exprimer d'une manière claire et à se mobiliser aussi bien contre la puissance occupante que contre le leadership officiel palestinien. Selon Lana Tatour (2021), les nouvelles plateformes donnent à voir des demandes nouvelles. Ainsi, le rejet complet du projet libéral des « négociations » s'est articulé à une critique de la centralité des Israéliens dans les processus de prise de décision au sein de ces forums. Un nouvel agenda de « libération décoloniale » (Tatour, 2021, pp. 87-88) a été mis en avant par les jeunes des Territoires et par les Palestiniens citoyens d'Israël ; il résonne dans les réseaux de solidarité internationaux qui s'inscrivent dans cette approche au niveau global.

52. Le nom donné à une série de manifestations palestiniennes contre la colonisation tout d'abord localisées à Jérusalem-Est, puis dans tout le pays. Voir Tatour 2021.

53. Lors d'autres épisodes de mobilisation palestinienne, les hashtags et les analyses palestiniennes n'avaient pas atteint de visibilité au-delà des Territoires occupés. En 2021, on a assisté à une diffusion internationale de ces campagnes de mobilisation.

Deuxièmement, et en lien avec ces nouvelles échelles et l'enchâssement des réseaux de mobilisation, les manifestations qui débutent en Jordanie en 2021 portent la trace du rejet des plans de normalisation avec le Golfe. Les Jordaniens, qu'ils soient de la Transjordanie ou originaires de la Cisjordanie, ont lancé diverses campagnes et associations dénonçant la spoliation des biens palestiniens au nom de la nouvelle coopération entre le Golfe et Israël. Ils critiquent la « normalisation débridée » que la monarchie hachémite et son gouvernement mènent avec Israël (Alfatafta, 2022, p. 10). Une de ces associations est le BDS jordanien, mais d'autres campagnes attaquent aussi le *greenwashing* israélien. En 2021, après l'Intifada de l'Unité, l'annonce faite en marge de l'exposition universelle *Dubai Expo* d'un contrat de plusieurs milliards de dollars entre Israël et la Jordanie, ainsi que la promesse d'exporter une partie de la production d'énergie solaire jordanienne en échange d'eau désalinisée par Israël, ont provoqué la rage des Jordaniens. Le nouveau *hashtag* #لالتح والادع لا زاعغ (*ghaz al-'adu ihtilal*, « le gaz de l'ennemi est une occupation ») s'est répandu très rapidement et suggère comment une normalisation économique peut devenir complice de l'« occupation » : le slogan condamne la coopération israélo-jordanienne, qui serait une extension de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens (Alfatafta, 2022, pp. 10-11).

Enfin, on a assisté à l'émergence de nouveaux groupes de solidarité pro-palestiniens qui se sont formés depuis les EAU, tels que l'Union de la Résistance contre la Normalisation - *UAE Resistance Union Against Normalization*, un groupe mené par des Émiratis vivant en exil (Middle East Monitor, 2020). Les interviews menées par Dana El Kurd avec des activistes émiratis montrent que les expressions de solidarité avec la Palestine reflètent aussi une stratégie interne de résistance aux politiques répressives domestiques qui ont pris une tournure drastique et parfois dramatique après le mouvement contre-révolutionnaire de 2011 (El Kurd, 2022).

Ainsi, une attention particulière pour ces contre-pratiques que nous appelons les « interstices de résistance »⁵⁴ donne à voir de multiples refus du capitalisme global et sécuritaire. Les outils digitaux contribuent très souvent aux mesures punitives de l'autoritarisme, mais ils servent aussi le projet de contre-hégémonie palestinienne. Tous ces activistes, les Palestiniens de 1948 – citoyens d'Israël –, ceux et celles des

54. Dans leur approche de la théorie globale, Challand et Bottici (2021) proposent de partir des interstices laissés dans les structures civilisationnelles pour recréer une source d'interprétation.

Territoires occupées, les Jordanien·nes et des segments de la société civile du Golfe refusent d'être effacés du tableau de la participation « par le bas ». Les manœuvres de normalisation entre le Golfe et l'État d'Israël ne se déroulent pas toujours sans anicroches ; elles ne peuvent non plus être assimilées à un processus de domination unidirectionnelle. Certains entrepreneurs émiratis, par exemple, refusent toute coopération avec Jérusalem et n'acceptent que des collaborations basées à Tel-Aviv, Herzliyya ou Haïfa. Ils craignent en effet un retour de manivelle dans leur propre pays. Le projet de la *Silicon Wadi* est particulièrement épineux pour les élites entrepreneuriales des Émirats à cause du caractère brutal de l'expansionnisme israélien à Jérusalem Est⁵⁵. Tout n'est donc pas sans friction sous le couvert de l'innovation. Pour les habitants et les (petits) entrepreneurs de Wadi Al-Joz, les tensions qui existent dans les circuits élitaires de la coopération peuvent être une planche de salut.

Conclusion : quand les formes néolibérales se mélangent aux imaginaires du colonialisme de peuplement

Cet article est une ébauche de sociologie de l'innovation dans le contexte de la colonisation de peuplement en Palestine. Nous avons démontré que la régionalisation et le caractère novateur conféré par la high-tech à des projets urbains invisibilisent en partie les pratiques coloniales israéliennes à l'égard des Palestinien·nes. Or, le contexte régional et global aide à mieux comprendre les dynamiques multiples de ces circuits. L'innovation technologique contemporaine doit ainsi être lue en lien avec des épisodes historiques précédents, que ce soit la colonisation de peuplement israélienne en Palestine, la diversification des économies du Golfe qui ont un appétit grandissant pour les projets immobiliers de grande envergure ou encore, l'importante coopération sécuritaire régionale.

Certains acteurs du Golfe semblent ne pas être dérangés par la rhétorique somme toute proche du sionisme politique de la *start-up nation* autour de la coopération au nom de l'innovation. Les aspirations à créer des villes globales et des espaces d'innovation masquent les pratiques d'expropriation, d'appropriation des terres et d'asphyxie des ressources traditionnelles telles que l'agriculture, qu'Israël commet depuis 1948. Le différentiel de classe sociale constitue un autre enjeu souligné, contre une approche binaire se limitant à la grille de lecture du *settler*

55. Entretien avec un capital-risqueur des Émirats, 18.10.2022.

colonialism. Le matériel présenté ici montre l'existence de circuits multidirectionnels, avec des sites et des forces d'agentivité complexes et entremêlées, y compris avec des acteurs palestiniens qui sont tenaillés entre appropriation de ces dividendes économiques et volonté de résistance face à l'effacement de la Palestine.

Considérer la colonisation de peuplement uniquement comme une lutte binationale entre Palestine et Israël a peu de sens. Les développements historiques dans la région ont ouvert une fenêtre d'action pour une multitude d'acteurs. L'analyse multi-scalaire, en partie faite grâce à une attention aux imaginaires urbains, s'appuie sur une polysémie de l'espace, ce qui, à nos yeux, permet de mieux comprendre la relation évolutive et possiblement consubstantielle entre capitalisme et colonialisme. La demande régionale croissante de technologies israéliennes sécuritaires et de surveillance, les opportunités pour les investissements de capital-risque dans le domaine de la high-tech, le renouvellement du symbolisme du colonialisme de peuplement dans des villes futuristes, tous ces éléments témoignent d'une nouvelle phase politique et économique, où le futur se décline de manière transnationale et parfois globale. Ce futur n'est pas complètement compréhensible à travers la grille de lecture proposée par les *settler colonial studies*.

Le terme « innovation » a une signification symbolique et concrète similaire à celui de « destruction » ou d'« effacement ». Derrière l'innovation promue par le Golfe et Israël, on peut en effet trouver de nouvelles structures de colonisation mises en place par Israël et un processus qui dissout la lutte pour la terre palestinienne dans différents circuits, parfois imaginaires, de consommation et de production capitaliste globale et multidirectionnelle. Mais nous soutenons aussi la thèse plus générale que l'innovation est un projet contemporain global pour la production capitaliste de biens, services et nouveaux espaces urbains. Le développement urbain de villes « mixtes » et technologiques semble tout aussi présent dans la région du Golfe qu'en Israël/Palestine. La spécificité du Golfe est d'avoir un poumon économique et financier en plus, et cela fait de cette région un acteur capitaliste global incontournable.

Ces espaces créent un langage commun pour et par l'innovation. Ils permettent l'émergence d'un futur tangible et concret, mais aussi extensible. Le mélange de l'imaginaire et de structures tangibles produit des futurs spéculatifs riches en retours sur investissements capitalistes pour toutes les parties, mais dont les promesses en dividendes politiques excluent celles et ceux dont la mobilité est limitée, comme les acteurs et

atrices des Territoires Palestiniens. Les circuits de ces innovations technologiques se recoupent ainsi avec certains imaginaires du colonialisme de peuplement, mais comportent également des dimensions globales et régionales propres. Dubaï et Silicon Wadi sont présentées comme partageant des principes similaires de cosmopolitisme et d'innovation ; Rawabi devient la grande réussite du néolibéralisme économique qui brise les frontières. La Palestine se trouve ainsi dématérialisée une fois de plus à travers ces prouesses et promesses technologiques. Les identités et les faits palestiniens sont effacés : le mur qui serpente au cœur de la Cisjordanie est absent, Jérusalem a perdu son rôle historique de capitale de la Palestine. À sa place, on voit une ville ouverte aux musulmanes du monde entier, sans faire cas des Palestinien-nes tout proches.

Malgré toute la force de propagande de ces images, une autre réalité existe, celle des manifestations et campagnes civiques qui agitent la Palestine historique (comme l'Intifada de l'Unité), la Jordanie, mais aussi des réseaux d'activisme à l'œuvre dans le Golfe. L'agentivité palestinienne et en soutien à la Palestine n'a pas disparu entièrement, mais elle a dû trouver de nouveaux espaces qui permettent l'expression de la solidarité et qui en appellent à la décolonisation.

Les notions d'interstices et de (contre-)circuits, que nous avons mobilisées dans cet article, nous rappellent que la géographie voulue par les accords d'Abraham n'est pas la seule réalité possible. On peut y trouver une critique de l'hyper-sécurisation et des dangers des réseaux de l'innovation entre le Golfe et Israël. Ces interstices prouvent qu'il est possible d'agir différemment : par la résistance à l'effacement voulu par les circuits officiels. Ces interstices viennent également complexifier la logique des frontières nationales et coloniales. Ils révèlent que les Palestinien-nes continuent de réclamer leurs droits sur la terre, ainsi que leur droit à établir des frontières et à jouir des innovations d'une manière qui soit compatible avec leur propre désir d'un futur de mobilité, de dignité et d'autodétermination.

Références

- Abdelnour, S. (2023). Making a Killing : Israel's Military-Innovation Ecosystem and the Globalization of Violence. *Organization Studies*, 44(2), 333-337.
- Abu-Lughod, L. (2020). Imagining Palestine's alter-natives: Settler colonialism and museum politics. *Critical Inquiry*, 47(1), 1-27.

- Alfatafta, L. (2022). "Palestine-Centered Political Organizing in Jordan: Digital Civil Society, Media Making Practices and Common Sense." Conference paper presented at the LSE, "Gramsci and the Middle East", 12 May 2022.
- Al-Rasheed, M. (2018). Gulf Leadership in the Arab World. In M.E. R. Porter & M. Valeri (Eds.), *Gulfization of the Arab World* (pp. 7-26). Berlin: Gerlach Press.
- Alwalhany, I. (2021, November 19). Israel is becoming a cybersecurity guarantor in the Middle East. Here's how. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/mena-source/israel-is-becoming-a-cybersecurity-guarantor-in-the-middle-east-heres-how/>
- Amaruso, F., Pappé, I. & Richter-Devroe, S. (2019). Knowledge, Power and the 'Settler Colonial Turn' in Palestine Studies. *Interventions*, 21(4), 451-462.
- Amundsen, I., Giacaman, G., & Khan, M.H. (Eds.). (2004). *State Formation in Palestine: Viability and Governance during a Social Transformation*. London and New York: Routledge.
- Asseraf, A. (2018). 'A New Israel'. Colonial Comparisons and the Algerian Partition That Never Happened. *French Historical Studies*, 41(1), 95-119.
- Barakat, R. (2018). Writing/righting Palestine studies: settler colonialism, indigenous sovereignty and resisting the ghost(s) of history. *Settler colonial studies*, 8(3), 349-363.
- Bottici, C. (2014). *Imaginal Politics. Images Beyond Imagination and the Imaginary*. Columbia University Press.
- Bouillon, M. E. (2004). Gramsci, political economy, and the decline of the peace process. *Critique : Critical Middle Eastern Studies*, 13(3), 239-264. <https://doi.org/10.1080/1066992042000300648>
- Byrd, J. A. (2011). *The Transit of Empire. Indigenous Critiques of Colonialism*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Carraro, V. (2021). A Critical Cartography of Sensors and Algorithms. In V. Carraro, *Jerusalem Online. Critical Cartography for the Digital Age* (pp. 23-41). Singapore: Palgrave Macmillan.
- Cristiano, F. (2022). *The Blurring Politics of Cyber Conflict: A Critical Study of the Digital in Palestine and Beyond*. Lund: Media-Tryck.
- Challand, B. (2014). Revisiting Aid in the Arab Middle East. *Mediterranean Politics*, 19(3), 281-298.
- Challand, B. & Bottici, C. (2021). Toward an Interstitial Global Critical Theory. *Globalizations*, 1-23. <https://doi.org/10.1080/14747731.2021.1989140>.
- Chomsky, N. (1983). *The Fateful Triangle: The United States, Israel & the Palestinians*. Boston: South End Press.
- Dana, T. (2015). The symbiosis between Palestinian 'Fayyadism' and Israeli 'economic peace': the political economy of capitalist peace in the context of colonisation. *Conflict, Security & Development*, 15(5), 455-477.
- Dana, T. (2019). Crony Capitalism in the Palestinian Authority: A Deal among Friends. *Third World Quarterly*, 41(2), 247-263.

- de Vasconcelos Gomes, L. A., Facin, A. L. F., Salerno, M. S., & Ikenami, R. K. (2018). Unpacking the innovation ecosystem construct: Evolution, gaps and trends. *Technological forecasting and social change*, 136, 30-48.
- Doumani, B. (1995). *Rediscovering Palestine: Merchants and Peasants in Jabal Nablus, 1700-1900*, Berkeley: University of California Press.
- El Kurd, D. (2022, February 2). Pro-Palestine solidarity in the UAE: A view from Emirati activists. <https://www.mei.edu/publications/pro-palestine-solidarity-uae-view-emirati-activists>
- Elsheshtawy, Y. (2018). "The Dubai of...": Urban Loss in the Shadow of Gulf Urbanity. *Middle East Report*, (287), 12-17.
- Ever, S. (2015). *The Political Economy of Israel's Occupation. Repression Beyond Exploitation*. London: Pluto Press.
- Faysal, M. (2020). *Tehreek and Intifada: How digital media is shaping social movements in Kashmir and Palestine*. Boğaziçi University, Master's thesis.
- Gause, F. G. III (2010). *The international relations of the Persian Gulf*. Cambridge University Press.
- Getzoff, J. F. (2020). Start-up nationalism: The rationalities of neoliberal Zionism. *Environment and Planning D: Society and Space*, 38(5), 811-828.
- Godin, B. (2015) *Innovation contested: The idea of innovation over the centuries*. London, UK: Routledge.
- Goodfriend, S. (2021). A Street View of Occupation: Getting Around Hebron on Google Maps. *Visual Anthropology Review*, 37(2), 225-245.
- Haddad, C., Vorlíček, D., & Klimburg-Witjes, N. (2024). The Security-Innovation Nexus in (Geo-) Political Imagination. *Geopolitics*, 29(3), 741-764.
- Haddad, T. (2016). *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*. London: IB Tauris.
- Hajjar, L. (2005). *Courting Conflict. The Israeli Military Court System in the West Bank and Gaza*. Berkeley: University of California University Press.
- Halper J. (2010). *War Against the People. Israel, The Palestinians and Global Pacification*. London : Pluto Press.
- Hanafi, S. (1997). *Entre deux mondes : les hommes d'affaires palestiniens de la Diaspora et la construction de l'entité palestinienne*. Le Caire : CEDEJ.
- Hardy, K. (2015). *Unsettling hope: Settler colonialism and utopianism*. Queen's University, Doctoral dissertation.
- Harper, D. (2023). *Visual Sociology*. 2nd ed. Abingdon: Routledge Taylor and Francis.
- Hawari, Y. (2021). Defying Fragmentation and the Significance of Unity: A New Palestinian Uprising. *Al-Shabaka: The Palestinian Policy Network*. <https://al-shabaka.org/commentaries/defying-fragmentation-and-the-significance-of-unity-a-new-palestinian-uprising/>
- Jones, C., & Guzansky, Y. (2020). *Fraternal enemies: Israel and the Gulf monarchies*. London: C. Hurst & Co.

- Kensicki, A. (2019). "Smart" Colonialism and Digital Divestment: A Case Study. *Journal of Palestine Studies*, 48(2), 7-25.
- Khalili, L. (2013). *Time in the Shadows. Confinement in Counterinsurgencies*. Stanford University Press.
- Krampf, A. (2024). The territorial logic of an export-led growth strategy: Israel's regime change after the Second Intifada. *European Journal of Economics and Economic Policies*, 21(1), 172-193.
- Kuntsman, A., & Stein, R. L. (2015). *Digital Militarism*. Stanford University Press.
- Lagerquist, P. (2003). Privatizing the Occupation: The Political Economy of an Oslo Development Project. *Journal of Palestine Studies*, 32(2), 5-20.
- Lapavistas, C. (2011). Theorizing Financialization. *Work, Employment and Society*, 25(4), 611-626.
- Lapavistas, C. (2013). The financialization of capitalism: 'Profiting without producing.' *City*, 17(6), 792-805.
- Loewenstein, A. (2023). *The Palestine Laboratory: How Israel exports the technology of occupation around the world*. London and New York City: Verso Books.
- Machold, R. (2018). Reconsidering the laboratory thesis: Palestine/Israel and the geopolitics of representation. *Political Geography*, 65, 88-97.
- Marteu, E. (2020). Les pays du Golfe et Israël : une convergence d'intérêts ? *Politique Etrangère* 1, 67-77.
- Musleh, A. H. (2018). Designing in Real-Time: An Introduction to Weapons Design in the Settler-Colonial Present of Palestine. *Design and Culture*, 10(1), 33-54.
- Neely, M. T., Sheehan, P., & Williams, C. L. (2023). Social Inequality in High Tech: How Gender, Race, and Ethnicity Structure the World's Most Powerful Industry. *Annual Review of Sociology*, 49, 319-338.
- Owen Jones, M., Porter R. & Valeri, M., Eds. (2018). *Gulfization of the Arab world*. Berlin: Gerlach Press.
- Piterberg, G. (2008). *The returns of Zionism: Myths, politics and scholarship in Israel*. London: Verso.
- Rabie, K. (2021). *Palestine is throwing a party and the whole world is invited: Capital and state building in the West Bank*. Durham: Duke University Press.
- Reinert, H., & Reinert, E. S. (2006). Creative destruction in economics: Nietzsche, Sombart, Schumpeter. In J. G. Backhaus & W. Drechsler (Eds.), *Friedrich Nietzsche (1844–1900): Economy and Society* (pp. 55-85). New York City: Springer.
- Roy, S. (2016). *The Gaza Strip: The Political Economy of De-development*, 3rd ed. Washington, DC: Institute for Palestine Studies.
- Salaita, S. (2015). *The Holy Land in Transit: Colonialism and the quest for Canaan*. Syracuse University Press.
- Sargent, L. T. (2010). Colonial and postcolonial utopias. In G. Claeys (Ed.), *The Cambridge Companion to Utopian Literature* (pp. 200-222). Cambridge University Press.

- Schwedler J. (2022). *Protesting Jordan: Geographies of Power and Dissent*. Stanford University Press.
- Senor, D. & Singer, S. (2011). *Start-Up Nation: The Story of Israel's Economic Miracle*. New York City: Twelve.
- Shikaki, I. (2021). The Political Economy of Dependency and Class Formation in the Occupied Palestinian Territories Since 1967. In A. Tartir, T. Dana, & T. Seidel (Eds.), *Political Economy of Palestine. Critical, Interdisciplinary, and Decolonial Perspectives* (pp. 49-80). Zurich: Springer.
- Stein, R. L. (2017). GoPro occupation: networked cameras, Israeli military rule, and the digital promise. *Current Anthropology*, 58(S15), S56-S64.
- Swed, O., & Butler, J. S. (2015). Military capital in the Israeli hi-tech industry. *Armed Forces & Society*, 41(1), 123-141.
- Taghdisi-Rad, S. (2010). *The Political Economy of Aid in Palestine*. London: Routledge.
- Taha, H. (2020). Making cheaper labor: Domestic outsourcing and development in the Galilee. *Anthropology of Work Review*, 41(1), 24-35.
- Tartir, A. (2019). Criminalizing Resistance: Security Sector Reform and Palestinian Authoritarianism. In A. Tartir & T. Seidel, *Palestine and Rule of Power: Local Dissent vs International Governance* (pp. 205-226). London: Palgrave Macmillan.
- Tarvainen, A. (2022a). The modern/colonial hell of innovation economy: Future as a return to colonial mythologies. *Globalizations*, 1-23.
- Tarvainen, A. (2022b). Margaret O'Mara, *The Code*. Silicon Valley and the Remaking of America reviewed by Antti Tarvainen. *Prometheus*, 37(4), 371-381.
- Tatour, L. (2021) The 'Unity Intifada' and '48 Palestinians: Between the Liberal and the Decolonial. *Journal of Palestine Studies*, 50(4): 84-89.
- Tawil-Souri, H. (2012). Digital occupation : Gaza's high-tech enclosure. *Journal of Palestine Studies*, 41(2), 27-43.
- Tayeb, S. (2019). The Palestinian McCity in the Neoliberal Era. *Middle East Report 290* (Spring 2019).
- Tuck, E. & Zang, K. W. (2012). Decolonization is not a Metaphor. *Decolonization: Indigeneity, Education & Society*, 1(1): 1-40.
- Turner, M. (2015). Peacebuilding as Counterinsurgency in the Occupied Palestinian Territory. *Review of International Studies*, 41(1), 73-98.
- Veracini, L. (2016). Introduction: Settler colonialism as a distinct mode of domination. In C. Edward & L. Veracini (Eds.), *The Routledge Handbook of the History of Settler Colonialism* (pp. 17-24). Routledge.
- Veracini, L. (2021). *The World Turned Inside Out: Settler Colonialism as a Political Idea*. Verso Books.
- Veracini, L. (2022). "Settler Colonialism in the Middle East and North Africa: A Protracted History," *Middle East Report 302* (Spring 2022). https://merip.org/2022/05/settler-colonialism-in-the-middle-east-and-north-africa-a-protracted-history/#_blank.

- Wolfe, P. (2006). Settler Colonialism and the Elimination of the Native. *Journal of genocide research*, 8(4), 387-409.
- Zilber, N. (2019, January 17). Washington Institute. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/gulf-cyber-cooperation-israel-balancing-threats-and-rights>.
- Zureik, E. (1997). The Trek Back Home: Palestinians Returning Home and their Problems of Adaptation. In A. Hovdenak, J. Pedersen, D. H. Tuastad, & E. Zureik (Eds.), *Constructing Order: Palestinian Adaptations to Refugee Life* (pp. 79-102). Fafo Report 236. Oslo: Fato Institute for Applied Social Sciences.
- Zreik, R. (2016). When does a settler become a native? (with apologies to Mamdani). *Constellations*, 23(3), 351-364.

Média références :

- 7amleh (2019). Hashtag Palestine 2019: An Overview of digital rights Issues in Palestine.
- 7amleh (2022) Hashtag Palestine: Rise in Violation of Palestinian Digital Rights in 2021.
- Arab News. (2022, May 31). Israel-UAE trade to exceed 2 billion dollars by 2022 <https://www.arabnews.com/node/2093296/business-economy>
- Ferziger, J. & Waldman, P. (2017, February 2). How do Israel's Tech Firms Do Business in Saudi Arabia? Very Quietly,' Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/features/2017-02-02/how-do-israel-s-tech-firms-do-business-in-saudi-arabia-very-quietly>.
- Gulf News (2020). Israeli official: Arab East Jerusalem can become regional tech R&D hub. <https://gulfnews.com/world/mena/israeli-official-arab-east-jerusalem-can-become-regional-tech-rd-hub-1.74496779>.
- Hassan-Nahoum, F. & Barak, D. (2020, October 19). Welcome to the UAE, Shalom. <https://www.khaleejtimes.com/business-technology-review/welcome-to-the-uae-shalom>.
- Joffe, T. (2020). 200 East Jerusalem businesses to be demolished for 'Silicon Wadi'. 2.6.2020. Jerusalem Post. <https://www.jpost.com/middle-east/200-palestinian-industrial-buildings-to-be-destroyed-in-east-jerusalem-629926>.
- Jones, R. & Lieber, D. (2022, January 14) U.A.E. Just Invested \$100 Million in Israel's Tech Sector as Both Countries Get Closer. WSJ. <https://www.wsj.com/articles/u-a-e-sovereign-wealth-fund-invests-100-million-in-israel-venture-capital-firms-11642164356>.
- Mandel, J. (2020, November 2). From instant hummus to insect sensors: Israeli CEOs build ties, deals in UA. <https://www.timesofisrael.com/israeli-ceos-travel-to-uae-to-forge-friendships-with-eye-on-business-deals/>.
- Middle East Monitor. (2020). Anti-normalisation groups set up in UAE to counter Israel peace-deal. <https://www.middleeastmonitor.com/20200824-anti-normalisation-groups-set-up-in-uae-to-counter-israel-peace-deal/>.

- Spiro, J. & Orbach, M. (2020). Israeli high-tech delegation departs for the Emirates in search of collaboration. Calcalistech. <https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3865390,00.html>.
- Times of Israel. (2020, November 23) <https://www.timesofisrael.com/netanyahu-mossad-chief-said-to-travel-to-saudi-arabia-meet-with-crown-prince/>.
- Ziv, A. (2019, October 16). Mysterious UAE Cyber Firm Luring ex-Israeli Intel Officers With Astronomical Salaries. Haaretz. <https://www.haaretz.com/israel-news/2019-10-16/ty-article/.premium/mysterious-uae-cyber-firm-luring-ex-israeli-intel-officers-with-astronomical-salaries/0000017f-dc83-df62-a9ff-dcd7866a0000>.

Dr. Antti Tarvainen est détenteur d'un doctorat en sciences sociales (Études du développement mondial) de l'Université d'Helsinki (2025). Sa thèse de doctorat était intitulée *Silicon Palestine – An Inquiry into the Entanglements of Innovation and Settler Colonialism*. Il y traite des politiques d'innovation technologique et de capital-risque entre les États-Unis et Israël-Palestine. Il a obtenu le statut de chercheur visiteur Fulbright à la New School for Social Research en 2019-2020. Il est chercheur affilié au Finnish Institute in the Middle East et sera chercheur post-doc pour le projet «Global Palestine : Frontier Geographies of a Region in Flux», un projet financé pendant quatre ans par le Research Council of Finland et basé à l'université de Tampere. <https://orcid.org/0000-0001-6545-7149>

Benoît Challand est professeur à la *New School for Social Research* de New York, où il dirige le Département de Sociologie. Il est l'auteur des monographies *Violence and Representation in the Arab Uprisings* (Cambridge University Press, 2023), et *Palestinian Civil Society. Foreign Donors and the Power to Promote and Exclude* (Routledge, 2009) dans lesquelles il se penche sur les questions de participation informelle, citoyenneté et d'aide internationale. Historien et sociologue, il s'intéresse aux théories de la démocratie, au marxisme européen occidental et aux études comparatives sur le colonialisme de peuplement (*settler colonialism*). Il a co-édité, entre autres, les volumes suivants : *The Arab Uprisings and Foreign Assistance* (avec F. Bicchi and S. Heydemann, Routledge 2016), *Imagining Europe: Myth, Memory and Identity* (avec Chiara Bottici, Cambridge University Press 2013), et *Le développement, une affaire d'ONG ? Associations, Etats et bailleurs dans le monde arabe* (avec Caroline Abu-Sada, Karthala-IREMAM, 2012).

Résumé : L'article associe une approche critique du paradigme du colonialisme de peuplement (*settler colonialism*) à une recherche de terrain traitant de circuits internationaux combinant innovation technologique et sécurité entre Israël et quelques États du Golfe. Le développement high-tech sert de couvert pour de nouvelles structures de la colonisation israélienne en Palestine mais l'innovation est aussi un processus qui accélère la subsumption réelle et imaginaire des espaces palestiniens dans des flots capitalistes multidirectionnels. Une lecture de l'innovation démontre qu'il y a bien plus que des acteurs israéliens ou nord-américains qui façonnent le terrain du high-tech : les acteurs du Golfe Persique (Émirats Arabes Unis, Bahreïn, Arabie Saoudite) jouent un rôle important sur ce terrain et ont soutenu des projets pour Israël comme *Start-Up Nation*, dont certains affectent directement les espaces palestiniens en Cisjordanie et qui les transforment en nouvelles frontières de l'innovation (e.g. Rabawi ou Silicon Wadi à Wadi al-Jowz). Ainsi, ces circuits de l'innovation transcendent les logiques binaires de colonisateurs-colonisés, ou de structures de dépossession uniquement territoriale.

Mots-clés : Palestine-Israël ; Innovation ; Colonialisme de peuplement ; capitalisme ; imaginaire social ; sécurité.

***Gulf Countries and Israel as the « Start-Up Nation »:
Disappearing Palestine Through Technological Innovation?***

Abstract: *The article combines a critical approach to the settler colonialism paradigm with field research examining circuits of technological and security innovation between Israel and a few Gulf states. “Innovation” serves as a cover for new structures of Israeli colonization in Palestine but is also a process that accelerates the real and imagined subsumption of Palestinian spaces into multi-directional capitalist flows. A reading of innovation demonstrates that there are more than Israeli or North American actors shaping the high-tech terrain: Persian Gulf actors (United Arab Emirates, Qatar, Bahrain) play an important role in this terrain and have supported projects for Israel such as Start-Up Nation, some of which directly affect Palestinian spaces in the West Bank and transform them into new frontiers of innovation (e.g., Rabawi or Silicon Wadi in Wadi al-Jowz). Thus, these circuits of innovation transcend the binary logic of colonizers-colonized, or of structures of purely territorial dispossession.*

Keywords: *Palestine-Israel; Innovation; Settler colonialism; financial capitalism; social imaginary; security.*